



Paris, le 10 mars 2011

**Communiqué**

**Razzy Hammadi,**

*Secrétaire national aux Services Publics*

### **La Poste : un entêtement jusqu'à la chute ?**

Les dernières révélations concernant les suppressions d'emplois à la Poste en 2010 confirment les préoccupations pour l'avenir du service public postal.

Les conséquences dommageables des restructurations et des suppressions massives de postes chez l'opérateur public sont connues : une situation sanitaire et sociale préoccupante et un service dégradé pour nos concitoyens.

De surcroît, on sait aujourd'hui que les prévisions sur lesquelles s'appuie le gouvernement pour justifier ces réductions sont infondées : moindre recul du courrier qu'annoncé, progression du résultat net de l'entreprise... On est en plein double discours, comme en témoigne la décision de l'Etat de faire passer son taux de dividendes de 20 % à 25 %, alors que le gouvernement explique aux Français que le changement de statut de la poste est rendu obligatoire par la nécessité de pouvoir lui offrir de nouveaux moyens financiers.

Le Parti socialiste demande au gouvernement de garantir l'avenir d'une entreprise publique dont l'utilité sociale et économique est essentielle. Nous l'invitons, ainsi que les dirigeants de la Poste, à tenir compte du succès du référendum populaire en faveur d'un service postal accessible et universel, en apportant à l'entreprise publique, ses agents comme à nos concitoyens les garanties d'un service de qualité.